

GUATÉMALA

Le cours de la justice entravé par le dépôt de plaintes à caractère politique contre les survivants d'un massacre

Index AI : AMR 34/005/2006

ÉFAI

Mercredi 8 février 2006

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Au Guatemala, engager des poursuites contre les victimes semble être la réponse apportée aux questions concernant les atteintes aux droits humains, a déclaré Amnesty International. Une plainte doit être déposée officiellement contre neuf militants et dirigeants de la communauté de Río Negro.

Les poursuites, engagées par l'Institut national d'électricité INDE, pour « *activité contre la sécurité interne de la nation* » notamment, font suite aux manifestations pacifiques de septembre 2004 auxquelles ont participé des dirigeants de dix-huit communautés.

« *Les accusations portées contre les militants sont disproportionnées, infondées et obéissent clairement à des motifs politiques. Le message envoyé est clair : le gouvernement ne tolèrera aucune mobilisation contre son programme*, a déclaré Sebastian Elgueta, chercheur pour le Guatemala auprès d'Amnesty International.

« *Si ces militants sont arrêtés et poursuivis, Amnesty International les considèrera comme des prisonniers d'opinion* », a déclaré Sebastian Elgueta.

Amnesty International appelle à l'abandon des poursuites.

Les manifestations, qui s'inscrivaient dans le cadre du combat mené pour obtenir réparation pour les pertes de vies humaines, de maisons et de terres lors de la construction du barrage de Chixoy dans les années 1980, avaient été organisées pour protester contre l'absence d'eau courante et d'électricité gratuites dans de nombreuses communautés auxquelles elles avaient été promises. Les manifestants protestaient également contre l'impunité accordée aux auteurs d'une série de massacres qui se sont déroulés dans la région entre 1980 et 1982, au cours desquels des milliers de personnes ont péri.

Le caractère pacifique des manifestations a été confirmé par un rapport de police.

Les communautés avaient accepté de se retirer des manifestations après que l'Institut national d'électricité (INDE) eut donné son accord pour entamer un processus de négociations. Quelques jours plus tard, l'INDE déposait plainte contre les dirigeants communautaires.

Complément d'information

Carlos Chen Osorio, survivant et témoin clé des massacres de Río Negro en 1982 et Juan de Dios García, également survivant et directeur de l'Association des victimes de Rabinal (ADIVIMA) font partie des neuf militants contre lesquels des poursuites ont été engagées.

De nombreuses études mettent en évidence le fait que la région constituait une cible privilégiée des militaires guatémaltèques dans leur campagne de lutte contre les groupes armés en raison de son importance économique stratégique.

Selon certains militants de défense des droits humains, plus de quatre mille personnes ont été tuées entre 1980 et 1982 dans le cadre d'opérations militaires dans la région de Rabinal. Sur 771 habitants à Río Grande, 444 auraient été tués. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>